

INSTRUCTION N° 60-175 - B 1  
du 14 Novembre 1960

CLASSEMENT  
**B 1**

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
  
Cette instruction a été abrogée par l'instruction  
n° ..... du .....

REGIME DES FRAIS DE DEPLACEMENT  
DES PERSONNELS CIVILS DE L'ETAT, TAUX DES FRAIS  
DE MISSION ET DE L'INDEMNITE DE MUTATION

DOCUMENTS A ANNOTER

Circulaire n° 1289 du 22 août 1953 complétée et ses annexes (B. S. T. 64 G).  
Circulaire 1728 du 28 juin 1956 (B. S. T. 64 G).  
Instruction n° 59-72 B 1 du 15 avril 1959.

L'arrêté interministériel du 22 septembre 1960, publié au *Journal officiel* du 23 septembre, page 8664, et reproduit ci-après en annexe, a relevé le taux de base des indemnités de mission et de la majoration pour découcher ainsi que le taux de l'indemnité de mutation, respectivement prévus par les articles 2 et 4 de l'arrêté du 21 mai 1953 modifié, pris pour l'application du décret n° 53-511 du 21 mai 1953.

D'autre part, cet arrêté fixe aussi des taux particuliers pour les missions effectuées dans les départements algériens et sahariens, au Maroc et en Tunisie.

L'attention des Comptables est particulièrement appelée sur la date d'entrée en vigueur des nouvelles mesures, qui a été fixée au 1<sup>er</sup> mai 1960.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	ES	DS	IS	SLA
TGA	PGM	TGT	RFA	PGA	BA	EPA	PA

DIFFUSION  
**G**  
98

**INSTRUCTION**  
**N° 60-175 - B 1**  
**du**  
**14 Nov. 1960.**

— 2 —

Afin de permettre de vérifier le décompte des rappels à servir éventuellement aux fonctionnaires intéressés, soit au titre de missions ou de tournées, soit au titre d'une mutation, les dossiers de mandatement devront faire apparaître les indications suivantes :

- bases de liquidation de l'indemnité versée ;
- numéro et date du mandat correspondant.

Il est précisé que :

- l'indemnité de tournée, qui est égale à 80 % du taux de base de l'indemnité de mission conformément à l'article 12 du décret du 21 mai 1953, doit être calculée en retenant les taux particuliers à chacun des territoires énumérés dans l'arrêté du 22 septembre 1960 et dans lesquels est effectuée la tournée ;
- l'index de correction applicable au département de la Réunion est fixé à 1,65 par l'article 2 du décret n° 49-55 du 11 janvier 1949 (J. O. du 14, page 601).

\*  
\* \*

Les nouveaux taux de base fixés par l'arrêté du 22 septembre 1960 sont applicables aux déplacements des personnels des Services Extérieurs du Trésor.

Les modalités d'application des nouveaux taux ainsi que la procédure d'ouverture des crédits nécessaires au paiement des rappels revenant aux Comptables et Agents du Trésor, feront l'objet d'instructions particulières qui seront prochainement portées, sous le timbre du Bureau B 2, à la connaissance des Trésoriers-Payeurs Généraux.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

*Le Sous-Directeur,*  
**MALEPRADE**

**TAUX DES INDEMNITES DE DEPLACEMENT  
PREVU PAR LE DECRET DU 21 MAI 1953**

LE MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES  
ET LE MINISTRE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE

- Vu le décret n° 49-55 du 11 janvier 1949 complétant le régime de rémunération des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, et notamment son article 2 ;  
Vu le décret n° 53-511 du 21 mai 1953 relatif aux modalités de remboursement des frais engagés par les personnels civils de l'Etat à l'occasion de leurs déplacements ;  
Vu l'arrêté du 21 mai 1953 modifié portant fixation du taux des indemnités de déplacement prévu par le décret susvisé du 21 mai 1953,

**ARRESENT :**

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — L'article 2 de l'arrêté susvisé du 21 mai 1953 est modifié à nouveau comme suit :

« Art. 2. — Taux de base de l'indemnité de mission et de la majoration pour découcher prévus à l'article 12 du décret :

	TAUX de base de l'indemnité de mission.	TAUX de la majoration pour découcher.
	(En nouveaux francs.)	
Missions effectuées en Métropole et dans les départements algériens :		
Groupe I .....	8,3	6,1
Groupes II et III.....	6,7	4,9
Groupe IV .....	5,2	4,4
Missions effectuées dans les départements sahariens :		
Groupe I .....	11,1	8,4
Groupes II et III.....	9	6,8
Groupe IV .....	6,9	5,9
Missions effectuées au Maroc :		
Groupe I .....	8,5	6,5
Groupes II et III.....	6,9	5,2
Groupe IV .....	5,3	4,5
Missions effectuées en Tunisie :		
Groupe I .....	8,7	6,6
Groupes II et III.....	7,1	5,3
Groupe IV .....	5,4	4,6
NOTA. — Les indemnités prévues pour les missions effectuées en Tunisie sont payées pour leur valeur nominale, à l'exclusion de la majoration de 17,50 % applicable antérieurement.		

**INSTRUCTION**  
**N° 60-175 - B 1**  
**du**  
**14 Nov. 1960.**

	TAUX de base de l'indemnité de mission.	TAUX de la majoration pour découcher.
	(En nouveaux francs.)	
Missions effectuées dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane :		
Groupe I .....	10,4	7,9
Groupes II et III.....	8,4	6,3
Groupe IV .....	6,5	5,5
Missions effectuées dans le département de la Réunion :		
Groupe I .....	10	7,6
Groupes II et III.....	8,1	6,1
Groupe IV .....	6,2	5,3
NOTA. — Les indemnités prévues pour les déplacements effectués dans le dépar- tement de la Réunion sont payées, selon les dispositions de l'article 2 du décret susvisé du 11 janvier 1949 pour leur contre- valeur en monnaie locale multipliée par l'index de correction applicable à ce terri- toire.		

ARTICLE 2. — Le tableau figurant à l'article 4 de l'arrêté susvisé du 21 mai 1953 est modifié à nouveau comme suit :

	VILLE de plus de 100.000 habitants.	VILLES de 20.000 à 100.000 habitants.	VILLES de moins de 20.000 habitants.
	(En nouveaux francs.)		
Groupe I .....	2,7	2,5	2,3
Groupes II et III.....	2,3	2,1	1,9
Groupe IV .....	2	1,7	1,5

ARTICLE 3. — Le Directeur du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> mai 1960.

Fait à Paris, le 22 septembre 1960.

*Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,*

Pour le Ministre et par délégation :

*Le Secrétaire d'Etat aux Finances,*

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

*Le Ministre délégué auprès du Premier Ministre,*

PIERRE GUILLAUMAT.